Rassemblement du 31 mars 2016

Prise de parole de Michel Catelin au nom de l'Union Locale CGT de Villefranche

Chers(es) amis(es) chers(es) camarades

Il y a 30 ans Gattaz le père alors patron du CNPF(le MEDEF de l'époque) n'avait pas craint de proclamer une fumeuse théorie « ***les profits (en fait il voulait dire les licenciements)d'aujourd'hui feront les emplois de demain »*** et il avait alors obtenu la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, résultat depuis 1986 on vit sous le syndrome du tube dentifrice qui veut que **« une fois que le dentifrice est sorti du tube il est difficile de l'y faire rentrer »** et bien c'est ce syndrome qui frappe des millions de salariés sortis de l'emploi et qui galèrent pour y renter.

Aujourd'hui le rejeton Gattaz porte lui un badge ***« création d'un million d'emplois*** », certes il a bien empoché les 50 milliards de cadeaux aux entreprises mais au final c'est près d'un million de chômeurs en plus.

Mais ça ne suffit pas, il faut encore plus de chômeurs, moins de droits sociaux, plus de misère, alors chaque fois que le Medef éternue Hollande lui offre un mouchoir en soie, à tel point que récemment un ancien ministre de Sarkozy déclarait « ***qui aurait pu imaginer il y a 5 ans qu'un premier ministre socialiste proposerait de faciliter les licenciements pour favoriser l'emploi ? Pour moi qui suis un libéral les choses avancent ».***

Et bien NON les choses comme il dit elles n'avancent pas, tout au contraire elles reculent pour les salariés, les retraités, les chômeurs, la jeunesse

Et sur notre territoire beaujolais nous payons cash les mauvais choix économique et sociaux de la Hollanderie.

A fin février 2016 nous en sommes à 18 413 chômeurs inscrits

Sur notre territoire depuis l'élection de F .Hollande

C'est une moyenne de 18 jeunes chômeurs de plus par mois

26 chômeurs de plus de 50 ans en plus par mois

au total c'est un rythme moyen de 96 chômeurs de plus par mois

Et encore il ne faut pas passer sous silence les 7 984 personnes qui sont au chômage depuis plus d'1 an, c'est une épreuve terrible.

Voilà où nous conduit la dérive libérale du gouvernement Hollande depuis plusieurs années sans oublier de rappeler tous les autres mauvais choix comme par exemple :

La loi Rebsamen qui restreint les droits des élus du personnel, des CHSCT, des experts auprès des comités d'entreprises.

La loi Sapin qui assouplit les plans sociaux.

Les réformes de la Médecine du travail, de l'Inspection du travail, du recul de l'âge des retraites, du blocage des retraites, du blocage des salaires des fonctionnaires etc.

Et encore la loi Macron autorisant en autre le travail du dimanche, puis le pacte de responsabilité et ses 50 milliards de cadeaux, et maintenant la LOI EL Khomeri pour sécuriser les profits en dynamitant le code du travail et les garanties collectives.

Avec un tel tableau de chasse anti sociale nous avons toutes les raisons d'être en colère.

Plus le droit du travail est déréglé, plus le code du travail se réduit, plus le chômage et la misère progressent dans le pays.

Ce n'est pas l'épaisseur du code du travail qui pose problème mais plutôt le nombre de zéros qui s'affichent au compteur des profits.

Le code du travail est né en 1910 avec comme ambition première d'adapter le travail aux humains et non pas comme le dit Hollande « adapter le droit au travail aux besoins des entreprises »

Le code du travail a été construit pour que les salariés échappent à la dictature de la rentabilité à courte vue, c'est un code juridique issu des luttes, des sueurs, des larmes, des grèves, des manifestations, bref de toute notre histoire sociale.

Pour la CGT les lois du travail sont et doivent rester universelles car elles sont attachées aux droits humains, ces lois doivent l'emporter sur les contrats bidons, les accords au rabais, les dérogations de toutes sortes.

Le projet gouvernemental est ni modifiable ni amendable il doit être retiré.

Les quelques concessions lâchées par le gouvernement après les manifestations du 9 mars et la pétition qui a recueilli plus d'1,2 million de signatures, ces quelques reculades ne remettent pas en cause la dangerosité du projet de loi.

Ce n'est pas les gesticulations à la marge du projet de loi par le gouvernement ni les ralliements de syndicats complaisants qui rendent acceptable une proposition de loi rétrograde.

A qui fera-t-on croire que faciliter les licenciements créera des emplois ?

A qui fera-t-on croire que des heures supplémentaires moins bien payées amélioreront le pouvoir d'achat des ménages ?

A qui fera-t-on croire que rendre gratuites les heures d'astreinte le weekend, ou en ne comptant plus les heures d'habillages déshabillages que cela contribuera à faire baisser le chômage.

A qui fera-t-on croire qu'indiquer un plafonnement des indemnités de licenciements n'encouragera pas à se débarrasser des salariés usés, âgés, des malades, des accidentés, des femmes en congés maternité.

OUI vraiment répétons-le avec force ce Projet doit être retiré.

Refusons ce retour au 19ème siècle et aux conditions de travail tel que le décrivait Zola

Refusons cette logique qu'en 2016 il faudrait travailler plus pour gagner moins

Alors que nous sommes à quelques semaines des 80 ans du Front Populaire de 1936 une date qui marque un moment historique de luttes et d'acquis sociaux importants dont nous héritons encore en 2016 comme par exemple :

Les conventions collectives, les premières réductions du temps de travail avec la semaine de 40 h, les premiers congés payés, l'augmentation importante des salaires, un certain nombre de nationalisations etc etc.

Alors ironie du calendrier c'est précisément au moment de célébrer ces acquis sociaux que les socialistes choisissent d'en faire table rase. Table rase des heures supplémentaires, table rase des 35 h, table rase du code du travail.

A les entendre aujourd'hui en 2016 il faudrait faire une purge sur les droits sociaux, il faudrait déserter le combat pour une vie meilleure, les dirigeants socialistes veulent nous contraindre à accepter l'idée même que le **progrès social s'est terminé.**

Et bien NON le projet de Loi Hollande Valls El Khomeri doit être retiré.

Nous refusons de voir sacrifier notre jeunesse, faut-il rappeler à F.Hollande sa déclaration dans la campagne présidentielle je cite « ***Si je reçois le mandat d'être le prochain président, je ne veux être jugé que sur un seul objectif….est ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012 ? etc. etc »***

Et bien la réponse elle se trouve dans les centaines de milliers jeunes lycéens et étudiants dans les manifestations de ces derniers jours et d'aujourd'hui même. Le jugement des jeunes est d'une extrême sévérité, à la hauteur des promesses non tenues. Et nous ne pouvons que nous féliciter de voir cette jeunesse s'emparer de son avenir et afficher ses ambitions pour la France de demain.

Cet avenir écrivons le toutes et tous ensemble.

Pour la CGT

L'avenir doit se construire dans l'investissement social, dans la défense et l'amélioration des services publiques, dans un système éducatif dynamique performant avec des moyens dignes d'un 21ème siècle.

L'avenir c'est de ne plus entendre ce jeune dire à son entourage **« Je travaille pour payer mes études et j'étudie parce qu'il n'y a pas de travail »**

L'avenir doit s'écrire en respectant les femmes et les hommes actifs, retraités, demandeurs d'emplois, la jeunesse lycéenne et étudiante.

L'avenir c'est un monde du travail rassemblé, combatif, décideur de choix politiques, économiques et sociaux s'inscrivant dans le progrès social.

L'avenir c'est poursuivre et amplifié dans l'unité la plus large ce que nous avons engagé avec cette journée d'action du 31 mars à l'appel de nombreuses organisations ;

L'avenir c'est d'être encore plus nombreux, plus forts et plus déterminés pour clamer haut et forts :

RETRAIT RETRAIT du projet de loi.